



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 22/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France

Etablissement de Carling
BP 90290
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_TEPF_Cadre_2025-05-14_RAPVI_suivi échéances_MFM_01493
Code AIOT : 0006207102

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2025 dans l'établissement TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France implanté Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 05/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 22 avril 2025 s'inscrit dans le cadre de l'action régionale concernant le suivi des échéances. Elle porte sur les suites données aux rapports d'inspection n°120 du 2 juillet 2024 et n°450 du 24 septembre 2024 faisant suite aux visites des 25 avril et 2 juillet 2024 relatives au plan d'opération interne (POI) et à la prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOTALENERGIES PETROCHEMICALS France
- Etablissement de Carling BP 90290 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006207102
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société TotalEnergies Petrochemicals France (TEPF) est autorisée à exploiter plusieurs installations au sein de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold. Cet établissement est classé Seveso Seuil Haut et comporte plusieurs ateliers de production de résines d'hydrocarbures (RW et RC4) et de polymères (PE, PS et PPC).

Elle est notamment réglementée par l'arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-307 du 22 août 2006 modifié (arrêté cadre).

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;

- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Rapport d'incident - perte de GPI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
6	Entretien des réseaux de collecte des effluents aqueux	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II (partiel)	/	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 (partiel)	/	Demande d'action corrective	2 mois
8	Mise en cohérence des POI des exploitants de la plateforme	Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 45.3 (partiel)	/	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
2	Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362 (partiel)	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Procédures de confinement et de récupération des granulés de plastiques	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362 (partiel)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Procédures d'inventaire et de maintenance des équipements de prévention	Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362 (partiel)	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort notamment des constats réalisés lors de la visite du 22 avril 2025 la nécessité de transmettre :

- dans un délai de deux mois, des compléments concernant les évènements liés à la perte de GPI au niveau du décanteur de l'atelier PE (cf. point de contrôle n°5) ;
- dans un délai de six mois, les éléments justificatifs concernant l'avancement des études et travaux en ce qui concerne le contrôle et l'entretien des réseaux de collecte des effluents aqueux (cf. point de contrôle n°6) ;
- au plus tard le 30 juin 2025, le POI mis à jour en ce qui concerne les premiers prélèvements environnementaux (cf. point de contrôle n°7) ;
- dans un délai de 6 mois, le bilan des actions programmées dans le cadre de la mise en cohérence des POI des exploitants de la plateforme (cf. point de contrôle n°8).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Equipements de prévention de rejets canalisés de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-361

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 24/10/2024

Prescription contrôlée :

"Les sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels sont dotés d'équipements prévenant leur rejet canalisé dans l'environnement. Les zones de ces sites où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être répandus accidentellement sont associées à des dispositifs de confinement et de récupération prévenant leur dissémination dans l'environnement.

Les équipements et dispositifs mentionnés aux précédents alinéas sont adaptés aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites. Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions s'appliquent, à compter du 1er janvier 2023, aux sites de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels dont l'exploitation a démarré avant le 1er janvier 2021."

Constats :

Suite à la visite du 2 juillet 2024, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de transmettre, dans un délai d'un mois :

- le plan d'actions relatif à l'installation des dispositifs de prévention de perte de GPI sur l'ensemble du site, accompagné d'un échéancier de réalisation ;
- les fiches techniques ou tout autre document permettant de justifier du dimensionnement des systèmes de récupération des GPI et des grilles installées sur les avaloirs des ateliers PS et PE ;
- la fiche technique ou tout autre document permettant de justifier du dimensionnement des mailles du dégrilleur en entrée de la station de traitement final (STF) exploitée par un autre industriel de la plateforme.

Aucun élément n'a été transmis à l'inspection des installations classées suite à cette visite.

Lors de la visite du 22 avril 2025, l'inspection des installations classées constate, sur la base des documents présentés lors de la visite et transmis par courriel de l'exploitant du 6 mai 2025:

- la mise en place d'un plan d'actions de prévention des pertes de GPI, pour l'ensemble des ateliers concernés (PE, PS, RW, PPC) ainsi que d'un échéancier et un suivi des actions réalisées (70 % des actions programmées en 2024 ont été réalisées, les autres actions ont été reportées en 2025 dans le cadre de la démarche OCS du site) ;
- l'adéquation, avec les dimensions des granulés de plastiques présents sur site :
 - des grilles des équipements de prévention installés sur les avaloirs du réseau d'eaux pluviales des ateliers PE et PS (fiche technique extraite du logiciel exploitant et procédure TEPF.PGE.87.DA01 - révision du 23 avril 2025) ;

- l'adéquation des grilles installées sur le décanteur final de l'atelier PE et le dégrilleur de l'atelier PS en amont du bassin avant rejet vers la station STF exploitée par un autre industriel de la plateforme.

Lors de la visite du 22 avril 2025, l'exploitant déclare que :

- le dégrilleur, installé en entrée de la STF et géré par un autre industriel de la plateforme, n'est finalement pas considéré comme un équipement de prévention de rejets de GPI ;
- les équipements de prévention des GPI sont installés directement dans les ateliers TEPF ;
- par conséquent, la STF ne reçoit pas de GPI en fonctionnement normal.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Procédures de prévention de dispersion de granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
- date d'échéance qui a été retenue : 24/10/2024

Prescription contrôlée :

"Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

a) Identifier les zones où des granulés de plastiques industriels sont susceptibles d'être rejetés ou répandus accidentellement dans l'environnement ;

b) Vérifier périodiquement que les emballages utilisés pour le stockage et le transport des granulés de plastiques industriels sont conçus et manipulés de sorte à minimiser le risque de dissémination de ces granulés dans l'environnement ;

[...]

d) Procéder régulièrement au nettoyage des bassins de rétention situés en amont des équipements mentionnés au premier alinéa de l'article D. 541-361 et des abords du site placés sous le contrôle de l'exploitant ;

[...]

g) Réaliser des contrôles internes semestriels de ces procédures. Les procédures mentionnées aux précédents alinéas sont adaptées aux dimensions des granulés susceptibles d'être présents dans ces sites.

Conformément à l'article 2 du décret 2021-461 du 16 avril 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er janvier 2022."

Constats :

Suite à la visite du 2 juillet 2024, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de fournir, dans un délai d'un mois, les procédures GPI spécifiques aux ateliers PE, PS, PPC et RW ainsi que les procédures des prestataires impliqués dans le conditionnement des GPI.

Aucun élément n'a été transmis à l'inspection des installations classées suite à cette visite.
Lors de la visite du 22 avril 2025, l'inspection des installations classées a consulté, par sondage, certaines procédures relatives à la gestion des GPI :

- procédures générales TEPF - PGE - 87 du 5 décembre 2023 encadrant la démarche de prévention des pertes de GPI ;
- procédures spécifiques pour l'atelier PS relatives à l'entretien de certains équipements (TEPF-PS-MO-35.15 du 27 novembre 2023 et TEPF-PS-CO-04 du 5 décembre 2023 ;
- procédures spécifiques pour l'atelier PE relatives à la démarche OCS au sein de l'atelier (PE-HSE-00-FR-017 du 15 novembre 2023) ;
- procédures relatives à la prévention des pertes de GPI du prestataire en charge du conditionnement et du chargement des produits finis :
 - procédure "livret d'accueil" indiquant les démarche et politiques globales relatives à cette thématique ainsi que le retour d'expérience ;
 - procédure du 23 mars 2022 concernant le chargement des camions pour les produits conditionnés ;
 - procédure du 20 septembre 2021 concernant le chargement des produits "vrac".

Les éléments consultés lors de la visite du 22 avril 2025 n'appellent pas d'observation.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Procédures de confinement et de récupération des granulés de plastiques

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/10/2024

Prescription contrôlée :

"Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

[...]

c) Confiner et ramasser tout granulé de plastique industriel répandu accidentellement dans l'enceinte du site ; [...]"

Constats :

Lors de la visite du 2 juillet 2024, l'inspection des installations classées constatait la présence de GPI dispersés au sol sur la pelouse autour du bassin de décantation de l'atelier PS et demandait à l'exploitant, suite à la visite, de revoir la procédure de nettoyage du bassin de l'atelier PS afin d'éviter les débordements des bennes de récupération et de procéder au nettoyage de la zone concernée.

Aucun élément n'a été transmis à l'inspection des installations classées suite à cette visite.

Lors d'une précédente visite, réalisée le 5 novembre 2024, l'inspection des installations classées constatait l'absence de GPI autour du bassin de décantation de l'atelier PS.

Lors de la visite du 22 avril 2025, l'exploitant présente à l'inspection des installations classées un projet de procédure en cours de révision et transmet par courriel du 6 mai 2025 :

- la procédure TEPF.PGE.87.DA01 - révision du 23 avril 2025 prenant en compte le risque lié au débordement de la benne de récupération des GPI lors de la phase de nettoyage du bassin de décantation de l'atelier PS ;
- le bordereau de suivi des déchets (BSD) n°2024-00770 du 23 septembre 2024 justifiant de l'évacuation de 2,7 tonnes d'un mélange de terres et de GPI suite au nettoyage de la zone autour du bassin de décantation de l'atelier PS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Procédures d'inventaire et de maintenance des équipements de prévention

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 16/04/2021, article D. 541-362 (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pertes de granulés de plastiques industriels (GPI)

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/10/2024

Prescription contrôlée :

"Tout exploitant d'un site de production, de manipulation et de transport de granulés de plastiques industriels adopte des procédures prévenant la dispersion de granulés de plastiques industriels dans l'environnement. Ces procédures visent à :

[...]

e) Inventorier et s'assurer régulièrement du bon état de fonctionnement des équipements et dispositifs mentionnés à l'article D. 541-361 ; [...]"

Constats :

Lors de la visite du 2 juillet 2024, l'inspection des installations classées constatait, sur le terrain, un mauvais entretien de l'avaloir connecté au réseau d'eaux pluviales au niveau de la zone entourant le décanteur final de l'atelier PE avant rejet vers le réseau "ovoïde" (présence de terre obstruant l'avaloir). Suite à la visite, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de revoir les procédures de maintenance des équipements de prévention des pertes de GPI et de procéder au nettoyage des équipements situés autour de la zone du décanteur final de l'atelier PE.

Aucun élément n'a été transmis à l'inspection des installations classées suite à cette visite.

Lors de la visite du 22 avril 2025 et sur la base des documents transmis par courriel du 6 mai 2025, l'inspection des installations classées constate :

- le nettoyage de la zone du décanteur final de l'atelier PE ;
- l'absence de procédure spécifique pour la maintenance de cet équipement. L'exploitant

s'engage à intégrer la vérification du bon fonctionnement du décanteur final dans la ronde de vérification quotidienne des équipements de l'atelier.

Lors de la visite du 22 avril 2025, l'exploitant déclare qu'au cours du nettoyage du décanteur, un trou dans la grille du système de traitement des GPI a été constaté et permet d'expliquer les rejets de GPI vers l'ovoïde en 2024 (cf point de contrôle n°5). L'extraction réalisée sur l'outil de maintenance SAP et transmis par courriel de l'exploitant du 6 mai 2025 permet de justifier de la réparation du système de traitement des GPI du décanteur final de l'atelier PE (interventions réalisées entre les 4 mars et 10 avril 2025).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rapport d'incident - perte de GPI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 02/07/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 24/10/2024

Prescription contrôlée :

"L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées."

Constats :

Suite à la visite du 2 juillet 2024, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant de fournir, dans un délai d'un mois, le rapport d'incident relatif à la perte de GPI dans le réseau "ovoïde", entre le 24 et 30 juin 2024.

Aucun élément n'a été transmis à l'inspection des installations classées suite à cette visite.

Lors de la visite du 22 avril 2025, l'exploitant déclare que :

- les pertes étant inférieures à 25 kg, aucune déclaration n'a été réalisée vers l'inspection des installations classées ;
- les causes de l'évènement ont été identifiées ; un trou a été observé dans le système de

traitement du décanteur en aval de l'atelier PE et en amont de la station de traitement final (STF) exploitée par un autre industriel de la plateforme. Le système a été réparé par l'exploitant entre mars et avril 2025 (cf. point de contrôle n° 4) ;

- la STF permet de contenir les éventuels GPI au droit de la fosse de relevage et ainsi éviter les rejets de GPI vers le milieu naturel ;
- le pompage des GPI au niveau de la fosse de relevage de la STF est de la responsabilité de TEPF par l'intermédiaire d'une convention passée entre le gestionnaire de la STF et TEPF.

Considérant les éléments communiqués par l'exploitant, l'inspection des installations classées note que :

- la station de traitement final (STF) exploitée par un autre industriel de la plateforme ne dispose pas de grilles prévenant la perte de GPI (cf. point de contrôle n°1) ;
- les réparations au niveau du système de traitement du décanteur en aval de l'atelier PE ont été réalisées en avril 2025 (cf. point de contrôle n°4) ;
- de nouveaux événements de rejets de GPI au niveau de la STF ont été recensés par l'exploitant le 15 janvier 2025 et les 10 et 17 avril 2025 avant les réparations de la grille susmentionnée (sur la base d'une extraction du logiciel utilisé par l'exploitant pour recenser les événements non déclarés à l'inspection des installations classées) ;
- les rejets de l'atelier PE transitent par les installations de la STF avant le rejet vers le milieu naturel.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Considérant les éléments susmentionnés, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, dans un délai de deux mois, des compléments sur les événements survenus entre 2024 et 2025 au droit de l'atelier PE et notamment :

- l'estimation des quantités de GPI émises en aval du décanteur de l'atelier PE ;
- les quantités de GPI récupérées suite aux pompages réalisés au droit de la STF ;
- les actions prévues dans le cadre de la convention passée avec le gestionnaire de la STF, en ce qui concerne les GPI ;
- les actions correctives mises en place et/ou prévues afin d'éviter que ces incidents se reproduisent, accompagnées d'un échéancier.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Entretien des réseaux de collecte des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4-II (partiel)

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

"Les canalisations de transport de fluides insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches, curables et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité en cas de risque de pollution. [...]"

Constats :

Sur la base des plans fournis par l'exploitant, l'inspection des installations classées constate que l'ensemble des réseaux des ateliers de TEPF à Saint-Avoid est raccordé au réseau d'égouts de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avoid. Ce réseau unitaire collecte à la fois les eaux pluviales et les eaux industrielles.

Une partie des effluents de TEPF, en provenance des ateliers PS, PE et RC4, est acheminée par des conduites appelées ovoïdes (réseau de collecte commun à plusieurs industriels) jusqu'à la STF exploitée par un autre industriel de la plateforme. L'autre partie des effluents, en provenance des ateliers RW, PS et RC4, est d'abord dirigée vers une station de traitement biologique exploitée par un autre industriel de la plateforme, avant de rejoindre, en aval, le même circuit de conduites ovoïdes pour être transportée vers la STF.

Lors de la visite du 22 avril 2025, l'exploitant indique :

- qu'aucune inspection globale des réseaux ovoïdes (nord et sud) n'a pu être réalisée à ce jour, liée à des problématiques techniques et notamment l'accessibilité (accès, zone ATEX, charge du réseau en permanence) ;
- que des inspections partielles des ovoïdes ont été réalisées par TEPF sur certaines parties accessibles des ovoïdes ;
- qu'un groupe de travail "GT ovoïdes" a été créé en 2024 avec d'autres industriels de la plateforme pour la gestion des réseaux communs dont l'objectif est de définir une stratégie commune et mettre au point un protocole d'intervention ;
- que le groupe de travail permettra de proposer un plan d'actions pour le contrôle des réseaux communs et le calendrier de mise en œuvre des actions correctives sur ces réseaux ;
- que la démarche du "GT ovoïdes" (études et plan d'actions) s'inscrit dans le long terme.

Suite à la demande de l'inspection des installations classées par courriel du 23 avril 2025, aucun élément n'a été transmis par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, dans un délai de six mois :

- les éléments justifiant que la totalité des tronçons des réseaux communs et des réseaux des ateliers TEPF est conçue et aménagée de manière à être curable, étanche et à résister dans le temps aux actions physiques et chimiques ou à défaut les actions correctives prises et/ou prévues accompagnées du calendrier de réalisation pour y remédier ;
- le programme pluriannuel de contrôle de la totalité des tronçons des réseaux communs et des réseaux des ateliers TEPF ;
- les justificatifs des actions correctives mises en œuvre pour lever les anomalies observées sur les tronçons des réseaux communs déjà contrôlés ou à défaut les actions correctives prises et/ou prévues accompagnées du calendrier de réalisation pour y remédier ;
- les justificatifs des actions correctives mises en œuvre pour lever les anomalies observées sur les tronçons des réseaux des ateliers de TEPF et déjà contrôlés ou à défaut les actions correctives prises et/ou prévues accompagnées du calendrier de réalisation pour y remédier ;
- le programme de priorisation et de mise en œuvre des actions correctives pour les

éventuelles anomalies observées dans les contrôles à venir.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>article 5 de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié (partiel) :</u> "[...] le plan d'opération interne comprend notamment : - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ; [...]"</p> <p><u>Point i de l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié :</u> "Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté, et portant sur les substances toxiques, les types de produits de décomposition mentionnés au I de l'annexe III et, le cas échéant, pour les installations relevant du L. 515-36 du code de l'environnement, les substances générant des inconvénients fortes sur de grandes distances. Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023."</p> <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 25 avril 2024, l'exploitant présentait la stratégie des premiers prélèvements environnementaux du bureau d'étude en charge de la réalisation de ces prélèvements (rapport EK2L0/24/617 du 15 avril 2024). Suite à la visite du 25 avril 2024, l'inspection des installations classées demandait à l'exploitant d'ici octobre 2024, d'intégrer la stratégie de prélèvement dans son POI et de se positionner sur le suivi des autres milieux que l'air ambiant. Aucun élément n'a été transmis à l'inspection des installations classées suite à cette visite.</p>

<p>Lors de la visite du 22 avril 2025, l'inspection des installations classées constate que :</p> <ul style="list-style-type: none"> la stratégie de prélèvement susmentionnée a été intégrée au POI - révision décembre 2024 transmis par courrier de l'exploitant de décembre 2024 ; le POI - révision décembre 2024 identifie, pour chaque scénario, les substances à prélever (cf. partie 5 du POI). A noter que le milieu à prélever n'est pas précisé dans le POI ; l'exploitant ne se positionne pas sur les autres milieux que l'air ambiant (sols, eaux, etc.) dans sa stratégie de prélèvement. <p>En complément, la DREAL demande à l'exploitant, par courrier du 2 avril 2025, de transmettre une mise à jour de son POI tel que requis à l'article 5 et l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, au plus tard pour le 30 juin 2025 pour la totalité des milieux concernés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre une mise à jour de son POI (version papier et numérique), au plus tard pour le 30 juin 2025 tel que requis dans le courrier du 2 avril 2025 susmentionné.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Mise en cohérence des POI des exploitants de la plateforme

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/08/2006, article 45.3 (partiel)</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plans d'urgence</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"[...] l'exploitant s'assurera que son POI est en cohérence avec chacun des POI des établissements ARKEMA, SNF, PROTELOR, ALTUGLAS et AIR LIQUIDE, conformément aux dispositions de la fiche 1 annexée à la circulaire ministérielle du 28 décembre 2006.</p> <p>En particulier, l'exploitant dispose d'un dispositif d'alerte et de communication permettant de déclencher rapidement l'alerte chez les sociétés précitées en cas d'activation de son POI. Le POI de l'exploitant comporte la description des mesures à prendre en cas d'accident chez les sociétés précitées susceptible d'impacter le personnel de l'exploitant. Une information des sociétés précitées est effectuée par l'exploitant : lors de la modification de son POI ; lors de la mise à jour de son étude de dangers dès lors que l'un des phénomènes dangereux identifiés est susceptible de les impacter. L'exploitant communique auprès de ces sociétés voisines sur les retours d'expérience susceptibles de les impacter. Un exercice commun de POI est organisé a minima une fois par an. Cet exercice peut se substituer à l'exercice exigé à l'article 43.3 ci-avant dès lors que les conditions prescrites sont remplies (participation de TPF et soumission du thème de l'exercice à l'inspection des installations classées et au SDIS). Une rencontre des chefs d'établissements impliqués dans la mise en cohérence des POI ou de leurs représentants chargés des plans d'urgence est organisée [...]"</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 25 avril 2024, l'exploitant n'a pas été en mesure de justifier de la mise en cohérence des POI des établissements de la plateforme ayant permis dans l'étude de dangers de</p>

les exclure du nombre de personnes touchées en cas d'accident conformément aux dispositions de la fiche 1 de la circulaire ministérielle du 10 mai 2010.

L'inspection des installations classées demandait à l'exploitant, suite à la visite du 25 avril 2024 et dans un délai de 6 mois, les justificatifs de la réalisation d'exercice POI en commun avec les exploitants touchés par les scénarios identifiés dans l'étude de danger ainsi que les éléments permettant de justifier de la mise en cohérence des POI au regard de la fiche 1 de la circulaire ministérielle du 10 mai 2010.

Aucun élément n'a été transmis à l'inspection des installations classées suite à cette visite.

Lors de la visite du 22 avril 2025, l'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées l'exercice commun réalisé avec un autre industriel de la plateforme en 2024.

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, par courriel du 6 mai 2025, le compte-rendu du groupe de travail HSE Chemesis du 27 mars 2025. Sur la base de ce compte-rendu, l'inspection des installations classées constate la mise en place, par l'exploitant, d'un plan d'actions et son planning de mise en œuvre avec notamment :

- la création d'un groupe de travail mise en commun des POI avec les différents industriels de la plateforme (09/2025) ;
- l'identification d'exercices communs des POI (12/2025) ;
- l'envoi d'un planning prévisionnel faisant apparaître les binômes d'industriels (09/2025) ;
- la mise à jour de la liste des scénarios touchant les industriels (09/2025).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, dans un délai de 6 mois, le bilan des actions programmées dans le cadre de la mise en cohérence des POI des exploitants de la plateforme.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois